

com-
ment
s'en
sor-
tir
#1



fémi-
nismes
noirs

Mettre en théorie
et en pratique
le principe
de déplacement





Entretien avec Françoise Vergès.

"Mettre en théorie et en pratique le principe de déplacement"

Comment S'en Sortir ? [En ligne],
n°1 | 2015. En ligne depuis le 20 mai
2015. URL : [https://commentseven-
sortir.files.wordpress.com/2015/06/
css-1_2015_verges_mettre-en-pratique-
et-en-theorie-le-principe-de-deplace-
ment.pdf](https://commentseven-sortir.files.wordpress.com/2015/06/css-1_2015_verges_mettre-en-pratique-et-en-theorie-le-principe-de-deplacement.pdf)

Françoise Vergès est actuellement titulaire de la chaire « Global South(s) » au Collège d'études mondiales à Paris, *Consulting Professor* au Goldsmiths College de Londres et chargée de mission pour le Mémorial de l'abolition de l'esclavage à Nantes. En France, on la connaît surtout pour avoir présidé le Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage, et pour ses travaux sur les mémoires de l'esclavage, Frantz Fanon, Aimé Césaire, l'empire colonial, le musée postcolonial, et les processus de créolisation dans les mondes de l'océan Indien. Ses recherches et ses engagements sur ces sujets puisent dans son expérience itinérante entre Nords et Suds. Elle est née en 1952, elle a grandi à La Réunion mais c'est au lycée français d'Alger qu'elle a obtenu son baccalauréat. Dans les années 70, elle a vécu à Paris où elle a commencé une licence en arabe et chinois avant de s'orienter vers le journalisme et l'édition féministes. Elle a voyagé au Chili et en Union soviétique pour recueillir des témoignages de femmes en lutte. En 1983, elle s'est installée aux États-Unis où elle a poursuivi sa formation universitaire en *Women's Studies* et en science politique. Son rapport au féminisme est déterminé par ces circulations et il marque ses engagements militants, professionnels et universitaires. Françoise Vergès a été à Paris l'une des protagonistes du mouvement de libération des femmes dans les années 70. Comment, venue des (post)colonies, considérait-elle ce mouvement? Comment reconsidérer aujourd'hui l'histoire française du féminisme à l'aune de l'expérience des colonisées?

Comment S'en Sortir? - *Vous avez été engagée dans le mouvement de libération des femmes lorsque vous avez émigré en France dans les années 70. Vous avez milité dans l'un de ses courants, le groupe Psychanalyse et Politique (Psychépo), dirigé par Antoinette Fouque. Vous avez été journaliste pour **Des femmes en mouvements** de 1978 à 1983 et éditrice, entre 1979 et 1982, aux éditions **des femmes** pour la collection « Femmes en lutte de tous les pays ». Les*

militantes réunionnaises, martiniquaises, guadeloupéennes, guyanaises, issues des outre-mer, semblent avoir été rares dans la MLF. Leur histoire reste méconnue. Dans quelle mesure votre expérience réunionnaise puis algérienne a-t-elle déterminé votre engagement féministe ?

Françoise Vergès – Oui, on peut dire que ces deux expériences vécues constituent une trame, une archive vivante où se fonde mon engagement. D'une part, ma vie, mon enfance, mon adolescence à La Réunion qui sont fondamentales, d'autre part, mes années en Algérie. Ce n'est pas simplement d'avoir grandi dans un pays qui avait été une colonie esclavagiste, puis une colonie post-esclavagiste, puis une colonie d'assimilation, d'expérimentation de la politique assimilatrice, mais c'est d'avoir été témoin de ce que fait la misère, de ce que produit la peur, de ce que produit le conformisme, de ce que produit tout un apparatus idéologique d'écrasement. Et par conséquent, d'avoir aussi été témoin de l'incroyable courage physique et moral que peuvent montrer des gens face à des systèmes qui vous poussent absolument à vous conformer. L'injonction assimilatrice punit féroce-ment les personnes qui osent résister. La lente répression des sens, des rêves, des imaginaires que constitue la politique assimilatrice n'est pas négligeable ; elle est d'ailleurs le thème de toute une littérature.

Mes parents, qui étaient des militants communistes, féministes et anticolonialistes, nous emmenaient partout, dans les campagnes chez les ouvriers agricoles, dans les bidonvilles, parmi les ouvriers comme dans les milieux aisés. Ils nous ont appris à être à l'aise partout, mais aussi à observer et comprendre. J'ai vu ce que la misère faisait aux femmes. Je voyais des femmes d'une trentaine d'années se débattre pour vivre avec six, sept ou huit enfants. J'ai aussi compris assez tôt que l'État exerce un pouvoir, un pouvoir répressif, et que s'il vous prend pour cible il n'hésite pas à frapper. Dans les années 1960, la vie politique était très violente. Michel Debré, qui fut député pendant plusieurs décennies, avait

fait de l'île son fief où expérimenter des politiques de répression et d'assimilation. Souvenez-vous qu'il était fermement opposé à l'indépendance de l'Algérie et aux droits des femmes, une opposition qui est sans doute en lien. Il n'allait pas « perdre » cette île de l'océan Indien, dans le contexte de la décolonisation et de la Guerre froide. Donc : fraudes électorales, censure de la presse, intimidations, répression, clientélisme, et résistance.

Il y a toute une violence que j'ai mise en mots plus tard mais que j'ai observée très tôt. J'ai vu des gens en sang, des militants du Parti communiste réunionnais frappés par la police, emprisonnés, privés de travail, de papiers. Lorsque mon père est entré en clandestinité (1964-1966), cet aspect de l'État comme instrument répressif est devenu très clair¹. J'ai connu les perquisitions de police à 6 heures du matin ; nous étions suivis, ma mère était menacée. J'avais alors douze ans, j'étais encore une enfant. Mes frères étaient encore plus jeunes, j'avais une sœur plus âgée. J'ai donc pris conscience assez tôt de l'État et du rôle de la loi, à la fois comme recours et comme complice des politiques de représailles.

J'ai appris à ne jamais sous-estimer ce que la peur installe, comme consentement à la répression, à la norme, pour éviter de devenir une cible, de « se faire remarquer ». La construction d'un « *il vaut mieux faire comme on te le dit : si tu fais comme ça, tout ira bien* ». Alors on tourne la tête de l'autre côté, on évite de voir et de protester, on se dit que si ces personnes sont harcelées par l'État, c'est qu'il doit y avoir une bonne raison. À La Réunion, cette norme a été associée à une forme d'économie de rattrapage liée au colonialisme et au néolibéralisme dont l'injonction est la suivante : « *Il existe une norme que tu dois désirer, elle est non seulement la plus formidable, mais la seule désirable. Donc, fais tout pour y arriver.* » Évidemment, vous n'y arrivez jamais. Et cette norme, c'est celle de la fiction de l'homme blanc bourgeois et européen. Avec l'autre fiction, pas très loin derrière, d'une femme blanche, à l'identité essentielle, bourgeoise,

européenne. Nous devons adorer cette icône, cette idole, l'homme blanc bourgeois, européen, tout ce qu'il aurait fait, tout ce qu'il aurait inventé: les droits, l'industrie, l'entreprise, la ville, la culture, etc. Bien sûr, rien n'est dit du processus de fabrication de cet homme blanc et de sa compagne, du processus de leur blanchiment, de leur construction comme « Blancs ». Cette norme qui est liée à l'économie symbolique de rattrapage s'impose à travers le désir, pas seulement à travers la répression. Elle est rendue désirable à travers tout un vocabulaire, autrefois celui de la francité, aujourd'hui celui de la société de consommation: « *Devenez cet individu moderne, mondialisé, et vous serez heureux.* »

J'ai aussi fait l'expérience de la misogynie, du sexisme. Je ne voudrais pas faire ma Cosette. J'ai eu une enfance formidable. J'ai des souvenirs d'incroyable liberté, de courir dans les ravines, de jouer sous la pluie, de fêtes, de jeux, de manger des fruits verts à même l'arbre, de la beauté des paysages, de l'océan... J'ai eu le privilège de naître dans une famille d'intellectuels, je voyais toujours mes parents avec un livre à la main, on était encouragés à poser des questions, à être curieux. Mais lorsque je suis devenue adolescente, c'est-à-dire à l'âge de l'émergence d'une sexualité, j'ai rencontré un incroyable conformisme: quand vous sortiez, on vous demandait avec qui vous sortiez, qui étaient les garçons avec qui vous étiez. Je trouvais ça insupportable. J'avais été élevée dans une famille où on poussait les filles à être absolument indépendantes. Du coup, j'étais vraiment stupéfaite. Je sortais avec une bande de copains, surtout des garçons, car les filles, mes copines de lycée, ne pouvaient pas sortir. C'était à la fin des années 1960. On allait dans les dansings. Ma mère recevait un rapport pratiquement le lendemain: « *Oh, on a vu votre fille. . .* ». C'était absolument insupportable. Et le lycée était d'un ennui! Si peu de mes amies lisaient alors que je devorais des romans, allais avec ma mère aux rares ciné-clubs. J'allais dans les meetings politiques. Je m'intéressais à ce qui se passait dans

⁷ En 1964, Paul Vergès, éditeur de *Témoignages*, journal du Parti communiste réunionnais, est accusé par la cour de justice de La Réunion de « menacer la sécurité de l'État » pour avoir publié des articles dénonçant la répression des manifestant-es algérien-nes le 17 octobre 1961 à Paris. Il refuse de comparaître et entre en clandestinité entre mars 1964 et juillet 1966.

le monde. Et le monde militant dans lequel j'évoluais était aussi très pluriel, très ouvert. On passait d'une marche dans le feu à une fête de baptême, d'un kabar maloya² à un dancing, d'un péplum à un film de la Nouvelle Vague.

J'ai voulu connaître mon pays, le découvrir en marchant. À l'époque, ça ne se faisait pas du tout, il n'y avait pas toute cette publicité d'aujourd'hui : « *La Réunion de tous les paysages*. » « On partait quinze jours ou plus, on dormait à la belle étoile. Ça m'a fait connaître mon pays. J'ai marché partout, j'ai connu Mafate³ avant que ça ne devienne le parc naturel de la « tradition » et de l'exotisme. Dans les montagnes, je me disais « c'est là que les marrons marchaient », « c'est ça qu'ils ont vu », « c'est là qu'il rêvaient ». Je voyais aussi comment les gens vivaient dans les coins les plus reculés. La nuit, qui peut être si belle à La Réunion, et la nature m'ont beaucoup marquée. J'ai vu à quel point la nature pouvait modeler l'imagination, la manière de vivre, la manière d'habiter un pays. La Réunion, l'île physique avec ses cyclones, son volcan, ses ravines, ses forêts, s'est profondément imprimée dans mon esprit. En résumé, l'île reste ce concentré de vies extrêmement dynamiques, de résistances quotidiennes, de petites choses comme de grandes choses.

J'ai atterri en Algérie par une suite de hasards. D'une part, je voulais vraiment quitter La Réunion même avant d'avoir obtenu mon bac, d'autre part, je voulais connaître un pays qui était devenu indépendant de la France. Je voulais savoir comment ça s'était passé, car j'avais grandi dans un pays qui ne l'était pas. J'avais beaucoup entendu parler de la lutte du peuple algérien. Mon père avait été poursuivi pour avoir reproduit des articles condamnant la torture, mon oncle avait défendu les nationalistes algériens, Djamilia Bouhired, une des héroïnes de la Bataille d'Alger, était devenue ma tante. . . Je n'étais pas spontanément attirée par la France. Je n'ai jamais très bien compris pourquoi, mais je n'ai pas fait partie de ces colonisés qui avaient l'adoration de la France. J'aimais énormément la littérature

française, je connaissais très bien l'histoire de France, je ne ressentais aucune hostilité, mais je voulais aussi ouvrir mes horizons. Je suis allée à l'école française, j'ai appris à lire en français, je chantais des chansons françaises, la France était très présente, mais elle était un des éléments de mes identifications.

J'arrive donc en Algérie. D'abord, j'ai absolument adoré ce pays. J'ai beaucoup circulé: la Kabylie, les Aurès, le Sud. . . Et en même temps, c'était en 1970, 1971. Pour les filles c'était insupportable. J'avais des copines algériennes. On allait à la plage, on était interpellées par la police: «*Ton père, ton frère, il sait où tu es?*» Mes amies devaient se cacher, mentir à leur famille, à leurs frères. C'était des filles de la bourgeoisie algérienne, elles allaient au lycée français, au lycée Descartes d'Alger, comme moi. Un harcèlement quotidien.

Il y avait cependant un bouillonnement culturel extrêmement riche. Alger était encore la capitale culturelle du « tiers-monde ». La cinémathèque avait une programmation extraordinaire. Tout le cinéma du tiers-monde y était invité et j'y ai développé ma cinéphilie. J'ai aussi beaucoup fréquenté le théâtre de Kateb Yacine. Les gens qui animaient la Cinémathèque ou le théâtre étaient très, très ouverts. Ils voyaient arriver la jeune fille de dix-sept ans que j'étais et m'accueillaient. Je me suis fait des amis. Il y avait au lycée Descartes des enfants de réfugiés politiques fuyant la dictature militaire au Brésil, les guerres coloniales au Mozambique, en Angola. On formait une bande de copains qui partageaient le sentiment que le monde était vaste et passionnant.

Mes parents m'avaient enseigné une cartographie du monde qui excédait les frontières de l'île ou l'axe Réunion / Paris. À son arrivée en 1954 à La Réunion, ma mère avait ouvert une librairie, la « Librairie des Mascariègnes », dans la rue où se trouvait l'école centrale⁴. Elle a été obligée de la fermer parce que personne n'achetait de livres. La majorité de la population était analphabète et les autres ne lisaient pas ou très, très peu. Tous les

² Réunion festive qui peut se tenir en tout lieu, au cours de laquelle on joue, on chante, on danse la musique *maloya*. Rythmé par des percussions, créé par des hommes et des femmes détenue dans les plantations, le *maloya* est l'un des genres musicaux majeurs de La Réunion. Musique métissée d'apports malgaches, africains, indiens et créoles, il est aux Réunionnais ce que le blues est aux Américains-Américaines.

³ Région montagneuse où se réfugiaient autrefois les marrons.

livres sont donc revenus chez nous. On a grandi avec une bibliothèque formidable, des romans sud-américains, américains, russes, anglais, français, une littérature totalement en contraste avec le *Lagarde et Michard* de l'école. Mes parents recevaient des journaux du monde entier. Des gens venaient voir mon père, ils arrivaient d'autres pays du monde. Mes parents voyageaient. Ils sont allés au Vietnam du Nord pendant la guerre, ils rapportaient des témoignages, des reportages. . . En Algérie, cette conscience d'un monde transversal s'est renforcée.

J'y ai vu des traces de la guerre, les bâtiments des SAS⁵ dans les montagnes, mais aussi des gens traumatisés. Ça a été un deuxième terrain pour observer ce que la violence fait aux gens. J'ai vu que ça laisse des traces indélébiles, que ça ne s'efface pas comme ça, qu'on peut vraiment abîmer les gens avec la violence. Et qu'il faut y penser. Mais aussi, quelle pulsion de vie! Quel humour! J'ai découvert Oum Kalsoum, la musique algérienne, la musique du Sud, les auteurs algériens... L'Algérie a été pour moi une deuxième archive, extrêmement importante.

J'ai passé mon bac de justesse et je suis venue en France, à Aix-en-Provence, pour entreprendre des études d'arabe et de chinois. J'ai tenu trois mois. Trop froid, trop dur. Je suis repartie en Algérie où j'ai passé encore une année. J'apprenais l'arabe et je participais à la vie culturelle et intellectuelle. En mai, je ne sais plus pour quelles raisons, je suis allée en France et j'ai assisté au défilé du 1^{er} Mai. Il y avait des femmes du MLF. J'ai attrapé des tas de journaux, des tas de tracts. Ça me semblait formidable. De retour en Algérie, mes copines algériennes voulaient quitter le pays. Qu'allais-je y faire? Je n'y voyais plus mon avenir. J'ai donc quitté l'Algérie et j'ai émigré en France. J'ai vécu dans une communauté qu'on avait installée dans le 18^e arrondissement de Paris: une copine algérienne, un Réunionnais, deux Français et puis moi. D'autres sont venus après. On s'est impliqué-es dans les luttes antiracistes, notamment à Barbès, dans le Secours Rouge, le soutien au Larzac, à Lip, dans le Groupe d'information

sur les prisons, l'antipsychiatrie. Je fréquentais aussi le Cercle Elisabeth Dimitriev, un groupe féministe. Je me suis engagée dans la campagne pour la légalisation de l'avortement en participant aux manifs, en distribuant des tracts sur les marchés. . . Avec ma copine algérienne, Ida, on était très avides, on glanait. On faisait des petits boulots, on vivait en communauté, on était dans une émulation culturelle et politique constante.

À l'été 1972, j'ai participé à la rencontre de la Tranche-sur-Mer, le premier rassemblement féministe européen⁶. Ida et moi avons fait du stop, on y est allées le nez au vent. On n'était associées à aucun groupe, mais on voulait aller voir, écouter. Plus tard, j'ai commencé à aller à des réunions de Psychépo, et j'y suis restée. La question de la psychanalyse m'intéressait énormément, et ça m'a un tout petit peu éloignée des autres groupes de femmes. La question de l'inconscient, le fait qu'on soit agi par l'inconscient, comment se construisent la masculinité, la féminité? J'avais plus ou moins compris à La Réunion et en Algérie qu'il y a autre chose qui nous anime que la raison ou les intérêts. L'inconscient, la mélancolie, le deuil, les névroses, étaient des questionnements plutôt mal considérés dans l'extrême gauche. Et pourtant. . . à voir comment l'inconscient agissait dans ces groupes!

Tout en commençant à m'impliquer à Psychépo, je continuais à militer ailleurs : les luttes contre le racisme, les luttes anti-impérialistes, les manifestations contre la guerre au Vietnam, les comités Palestine, les campagnes d'alphabétisation de vieux travailleurs immigrés à qui on apprenait à lire leur fiche de paie. . . On est aussi « intervenu-es sur une usine » comme on disait, l'usine Alstom à Saint-Ouen. Je connaissais les ouvriers à La Réunion, mais pas la classe ouvrière française. Je ne peux pas dire que j'ai bien connu les ouvriers français, mais le peu de contacts que j'ai eus m'a enseigné des choses : l'entrée à l'usine alors qu'il fait encore nuit, les cafés autour, l'humour, la lutte àpre... J'ai aussi découvert les

⁴ Laurence Vergès est née en France, à Ivry-sur-Seine, en 1924. Elle s'engage dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et milite après-guerre dans la section coloniale du Parti communiste français. Lorsqu'elle émigre à La Réunion en 1954, elle rejoint le Parti communiste réunionnais et devient l'une des dirigeantes de l'Union des femmes de La Réunion.

⁵ Les SAS, ou « sections administratives spécialisées » ont été créées en 1955 par Jacques Soustelle, alors gouverneur de l'Algérie, dans l'objectif d'abattre le FLN. Sous couvert de moderniser les régions rurales, il s'agissait d'intensifier le quadrillage militaire du territoire, de contrôler et de réprimer la population.

⁶ Du 25 juin au 2 juillet 1972, à l'initiative du groupe « Psychanalyse et Politique », une rencontre internationale de femmes s'est tenue dans un centre de vacances à La Tranche-sur-Mer. Elle a réuni environ trois cent femmes venues d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de Suède, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, de France et des États-Unis.

conditions des femmes ouvrières. Ce n'était pas abstrait. C'était très concret. Je participais aussi à des rencontres d'Antillais-Guyanais-Réunionnais. À la suite de la Convention du Morne Rouge⁷, je m'impliquais dans le débat sur l'avenir de ces terres. Je militais auprès de l'Union générale des travailleurs réunionnais en France (UGTRF). On se battait notamment pour l'abrogation de l'ordonnance Debré et pour que ses victimes puissent rentrer au pays⁸. On a manifesté devant le Conseil d'État pour soutenir les grévistes de la faim qui réclamaient son abrogation. . . On allait à Rouen, à Toulouse, à Lyon ou ailleurs pour rencontrer des Réunionnais; on discutait de leurs conditions de vie et de travail. . . L'organisation des immigrés réunionnais sous la direction de Gervais Barret⁹ était très forte à l'époque.

Je me disais que je ne pouvais pas être exclusivement dans un groupe féministe. Je trouvais qu'on n'y discutait pas suffisamment du racisme, des immigrés, du colonialisme. Je gardais donc un pied dans d'autres formations, d'autres activités. Je n'ai jamais été totalement « encartée », comme on dit. Ce n'est qu'à partir de 1979 que le plus gros de mon militantisme a été à Psychépo. Mon identité postcoloniale, c'est peut-être ça mon « identité réunionnaise », a déterminé mon intérêt pour les luttes contre le racisme, contre le colonialisme ou l'impérialisme. Elle a modelé mon engagement féministe: je me suis intéressée au mouvement des femmes noires qui militaient notamment au tout début, contre l'excision, aux groupes de femmes antillaises. Aucune lutte ne peut être envisagée sans tenir compte de la place qu'y ont les femmes non blanches ou les minorités sexuelles ou culturelles. Dans l'UGTRF, quelques-unes d'entre nous ont apporté cette dimension à la lutte contre le BUMI-DOM. Il promettait je ne sais quoi aux femmes réunionnaises qu'il faisait émigrer en France, mais beaucoup se retrouvaient sans formation ou alors destinées à devenir des domestiques (il n'y a pas eu que ça, mais cet aspect était scandaleux). C'est dans cette continuité que je me suis plus tard engagée dans la collec-

tion « Femmes en lutte de tous les pays » aux éditions des femmes.

Le BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer) est un organisme public créé par Michel Debré en 1963, opérationnel jusqu'en 1982. Il visait à faire émigrer en France les jeunes Réunionnais-es, Martiniquais-es et Guadeloupéen-nes sans qualification et voué-es au chômage. Ces jeunes recevaient un aller simple pour la France avec la promesse d'une formation professionnelle et d'un emploi. Cette politique voulait pallier le manque de main-d'œuvre en France mais aussi empêcher la participation de cette jeunesse aux luttes de décolonisation, qui étaient alors très vigoureuses, en particulier à La Réunion autour du Parti communiste réunionnais. Elle a concerné au total 160 000 migrant-es. Selon Gilles Gauvin¹⁰, 53% de la population réunionnaise migrante via le BUMIDOM était constituée de femmes. Vous avez donc milité aux côtés de ces Réunionnaises. Leur histoire reste totalement ignorée, de même que les luttes de solidarité les concernant. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet ?

L'UGTRF tenait des stands à la fête de L'Huma, ça nous permettait de rencontrer des Réunionnais autour d'un kari, d'un petit coup de rhum. . . Elle organisait aussi des bals. Beaucoup, beaucoup de Réunionnais venaient. C'était l'occasion de rencontrer des Réunionnaises, de discuter avec elles. . . Leur situation était moins connue que celle des Martiniquaises ou des Guadeloupéennes. Certaines étaient recrutées dans les hôpitaux, à la RATP ou aux PTT. Dans les postes de catégorie C, il ne faut pas l'oublier. Mais elles étaient bien moins nombreuses que les Antillaises dans les entreprises publiques parce que l'émigration réunionnaise a été plus tardive et plus faible que celle des Antilles. Les Réunionnais et les Réunionnaises ont surtout travaillé dans le privé. Les Réunionnaises étaient très dispersées, il n'y avait pas de lieux de travail où les rencontrer de manière collective. J'ai finalement rencontré des jeunes femmes, sans doute

⁷ Les 16, 17 et 18 août 1971 au Morne Rouge, en Martinique, des organisations et partis politiques de La Réunion, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe se réunissent en convention et se positionnent pour l'autodétermination.

⁸ L'ordonnance Debré est promulguée par le Premier ministre en 1960 dans le contexte de la guerre d'Algérie : elle stipule que tous les fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public peuvent être exilés en France, sur décision du préfet. Elle a frappé plusieurs Guyanais, Martiniquais, Guadeloupéens et Réunionnais.

⁹ Gervais Barret fut l'un des fondateurs de l'Union générale des travailleurs réunionnais en France en 1963. Il était l'un des exilés de l'ordonnance Debré.

¹⁰ Michel Debré et l'île de La Réunion. Une certaine idée de la plus grande France. Lille, Presses du Septentrion, 2006.

contactées dans les bals qu'on organisait. On les a invitées dans la communauté, à nos réunions militantes du dimanche après-midi. Elles cachaient qu'elles venaient nous voir, car elles avaient très peur d'être renvoyées au pays pour avoir rencontré des gens de l'UGTRF. Elles nous ont raconté leur quotidien. C'est comme ça qu'on a appris que certaines, à leur arrivée en France, étaient rassemblées à Crouy-sur-Ourcq, dans une maison louée par le BUMIDOM. Crouy-sur-Ourcq était assez loin de Paris, en Seine-et-Marne. Pour y aller, il fallait prendre le train. Les femmes y étaient rassemblées à leur arrivée en France pour recevoir pendant quelques semaines une « formation » : apprendre à faire le ménage, le repassage, la cuisine. . . Certaines étaient placées en « stage » chez des bourgeois pour voir si elles allaient convenir. Ça m'avait rendue absolument folle de rage. Le fait qu'on les fasse venir pour qu'elles deviennent domestiques me rendait folle de rage. Toujours cette racialisation de la main-d'œuvre. Ça continue aujourd'hui d'ailleurs : il n'y a qu'à voir celles qui s'occupent des personnes âgées ou des enfants. C'est la racialisation du *care*.

On s'est demandé quelle action entreprendre. On a décidé d'occuper Crouy-sur-Ourcq, pour faire un barouf et protester. On nous avait dit que ces femmes ne pouvaient pas venir à Paris, car les billets de train étaient chers ; elles n'avaient pas d'argent et elles n'avaient aucun repère à Paris. Il y avait donc un accroissement de l'isolement, un affaiblissement de l'autonomie. Leur dépendance était organisée : vous êtes moins autonome quand vous ne savez pas où aller et comment. Un dimanche après-midi, on s'est donc rendu-es à Crouy-sur-Ourcq avec des copines militantes de l'UGTRF et deux ou trois copains. Il y avait du brouillard, je suppose que c'était l'hiver. C'était absolument sinistre. Il n'y avait rien. Dans ce petit bled, elles n'avaient rien à faire. Et ces jeunes femmes noires, tout le monde les regardait lorsqu'elles sortaient. Elles restaient donc à l'intérieur de la maison. On a poussé la porte, on est rentré-es, on a jeté des tracts,

on a protesté, on a dit aux filles qu'il fallait se battre. . . On est parti-es avant l'arrivée de la police. Ça a été un coup comme ça, mais qui n'a pas été suivi parce que très peu d'organisations s'intéressaient à leur sort, que ce soient les organisations d'immigrés, les organisations d'extrême gauche françaises ou les organisations syndicales. Sous l'appellation générique «les immigrés», on parlait surtout des hommes. Ce qui arrivait aux femmes suscitait très peu d'intérêt, encore moins ce qui arrivait aux Réunionnaises.

L'UGTRF avait un petit journal de six à huit pages, *Combat réunionnais*, et nous avons consacré un numéro spécial à ces femmes. Par la suite, on a essayé de continuer à organiser les femmes réunionnaises, mais on n'a pas réussi. Il y a eu beaucoup de femmes dans l'immigration réunionnaise, beaucoup plus qu'on ne le pense, mais elles sont restées assez « invisibles ». C'était très difficile de les identifier. Et puis, ce qu'on voulait n'était pas nécessairement ce qu'elles voulaient.

Le BUMIDOM a été une politique migratoire instaurée pour conjurer les luttes de décolonisation. Cette politique coloniale faisait émigrer la jeunesse pauvre de peur qu'elle ne rejoigne le Parti communiste réunionnais. Elle s'est accompagnée d'une politique de limitation des naissances : les familles réunionnaises étaient jugées trop nombreuses, les femmes trop fécondes. Les Réunionnaises ont donc été soumises à cette politique : contraception et avortement leur ont été imposés alors même que cela restait illégal en France. Vous militiez en France pour la légalisation de l'avortement. Est-ce que vous articuliez cette lutte avec les batailles menées à La Réunion contre cette politique anti-nataliste ?

Absolument. Je savais ce qui se faisait à La Réunion, les avortements puis les formes de contraception brutale qui étaient imposées. Je connaissais l'incroyable discours contre la natalité de ces femmes « *qui font des enfants comme des lapines* ». C'était d'un racisme ! Il y

avait une chose que je trouvais fondamentale, non négociable, c'est que les femmes aient un droit sur leur corps. Ça me rendait dingue que des hommes puissent décider de ce qu'on allait faire de notre corps. Ce principe de base n'était pas en contradiction avec les politiques racialisées de contraception et d'avortement. Là, c'étaient les représentants de l'État post-colonial qui décidaient du corps des femmes. J'étais tout à fait consciente de ça, mais c'était difficile à faire entendre en France. Je n'ai aucun souvenir d'une action de solidarité avec les femmes réunionnaises, il y a eu des articles ici et là, mais une vraie campagne de solidarité, non.

*Vous avez publié ces articles dans la presse réunionnaise, dans **Combat réunionnais** et dans **Témoignages**, mais pas dans la presse du MLF. Il y a peu de traces de la situation des femmes des postcolonies dans les archives de la presse féministe en France.*

Je me souviens d'avoir réussi à faire passer un article concernant des Mauriciennes dans *Des femmes en mouvements*. C'était au début des années 1980. Leur migration était organisée par des agences matrimoniales pour qu'elles viennent épouser des paysans français qui ne trouvaient pas d'épouses. Dans leur pays, elles vivaient dans une grande misère et épouser un Blanc, en France, c'était une manière de sortir de cette misère. Elles se retrouvaient femmes de paysans dans la Creuse, le Tarn ou le Limousin¹¹. Toutes ces histoires n'ont pas été dramatiques et tragiques, mais c'était quand même un trafic. Ça me rappelait d'autres histoires dont j'avais été témoin étant petite. Des annonces étaient publiées dans le journal *Le Chasseur français* qui était très distribué à La Réunion: « *cherche femme. . .* ». Je me souviens de femmes qui étaient parties pour ne plus être domestiques. Il y avait des échanges de lettres, puis le type payait le voyage et faisait venir la femme. Pour elles, c'était un moyen d'échapper à la misère. Mais ce qu'elles allaient trouver de l'autre côté, on n'en savait pas grand-chose¹². Aujourd'hui, à

La Réunion, une nouvelle forme d'échange sexuel est en place. Il y a des pages entières d'annonces qui précisent quelle partenaire est souhaitée: Malbaraise, «Kafrine chaude»... Ce peut être aussi «un» partenaire. Et l'émission radio «Chaleurs tropicales», qui est très populaire, est aussi assez parlante sur les mœurs sexuelles. La prostitution est assez cachée, elle existe surtout en appartement. Dans la rue, ce sont surtout des femmes malgaches qui sont souvent l'objet d'abus et de violences. Il y a des associations qui interviennent, mais elles sont souvent très paternalistes.

Quel regard portiez-vous sur les militantes du MLF, sur leur intérêt ou désintérêt par rapport aux questions liées à l'impérialisme, à l'internationalisme ou aux femmes immigrées, aux femmes des outre-mer?

Je me souviens d'une réflexion qu'on m'avait faite: «Oh, mais ça c'est Françoise avec son tiersmondisme encore!» Le MLF était assez franco-centré. Il y a eu des exemples de solidarité et d'intérêt pour les luttes des femmes antillaises et d'ailleurs, mais le processus de décolonisation du mouvement féministe ne s'est pas engagé.

Évidemment, il y a toujours des exceptions, mais, en général, le mouvement féministe français n'a jamais été très ouvert à toutes ces questions. Souvenez-vous que le féminisme français s'est allié en majorité à la mission coloniale civilisatrice, au républicanisme colonial. Le mouvement féministe français ne s'est pas fondé sur l'anticolonialisme et l'anti-esclavagisme. Heureusement, il y a quelques figures qui se dégagent pour faire un peu moins honte, mais vous n'avez pas comme en Angleterre ou aux États-Unis un mouvement féministe qui se fonde sur l'antiesclavagisme, certes avec ses contradictions et ses trahisons, mais malgré tout avec une notion des intersections.

À Psychépo, je me souviens de la présence de femmes corses et de quelques Algériennes, mais je n'ai pas souvenir d'une réflexion profonde sur le racisme, les héritages du colonialisme ou la manière dont les mouve-

⁷¹ Voir «Blancs sur Noires», *Des femmes en mouvements*, n°1, décembre 1977, p. 88-90.

⁷² Voir «Folle de rage», *Des femmes en mouvements*, n°1, décembre 1977, p. 88.

ments de gauche avaient été contaminés par la ligne de couleur. *Des femmes* ont publié l'ouvrage d'Angela Davis, *Femmes, race et classe* (1983), des témoignages de femmes salvadoriennes, chiliennes. . . Psychépo a organisé des pétitions internationales de soutien à Nawal El Saadawi¹³, à des femmes emprisonnées au Salvador, ou pour protester contre la peine de mort contre Jiang Qing, l'épouse de Mao Zedong, car nous pensions que la campagne contre elle était très misogyne. On ne peut donc pas dire qu'il n'y ait rien eu. Et du côté des groupes féministes trotskystes, l'intérêt pour les luttes des femmes non européennes était plus marqué.

Mais je pense qu'au MLF, très peu avaient vécu hors de France. Il n'y avait que très peu de conscience des autres situations, du poids du racisme. Ces autres situations restaient abstraites. J'entendais: «les femmes sont écrasées en Iran» ou «donc on va faire des choses pour elles», «donc on va faire un article». Mais il y avait une conscience très faible de ce qu'est vraiment une guerre impérialiste, de ce que c'est l'exploitation de la masse de gens dans le monde, la création de personnes «superflues», écrasées, opprimées et qui doivent se battre chaque jour pour survivre.

Mon expérience au mouvement des femmes a aussi été celle de luttes intestines violentes. La solidarité n'est pas spontanée parce que vous êtes du même sexe, de la même couleur ou de la même religion. Jalousie, envie, luttes pour le pouvoir ne nous étaient pas étrangères. J'en étais. À Psychépo, j'ai été quelqu'un au centre du pouvoir, car c'était un groupe hiérarchisé, mais à cause de mes autres identifications, je pense, j'espère, avoir toujours gardé quelque chose qui me rattachait au monde non blanc.

Dans les publications des éditions des femmes, la dimension internationaliste est frappante. Néanmoins, la dimension impériale française semble totalement effacée.

Cette dimension n'a jamais été abordée. C'était le point aveugle.

J'ai été au Chili pour recueillir les témoignages de femmes¹⁴ ou en Russie pour rencontrer les féministes publiant les *Samizdat*¹⁵. J'étais très active dans la solidarité avec les femmes du Salvador ou encore dans le soutien à Nawal El Saadawi. Mais je n'ai pas réussi à égratigner le franco-impérial. Les femmes esclaves, les femmes colonisées, ça n'existait pas. Ça n'existait pas. Il n'y avait même pas conscience que la France avait été une puissance impériale. Et qu'elle l'était encore. Ça a été un des écueils sur lesquels je suis partie.

Lorsqu'on observe les histoires du féminisme qui ont été écrites en France, on s'aperçoit que la plupart sont des histoires totalement franco-centrées. Elles évoquent des batailles dans le MLF, qui sont très intéressantes, mais elles ne disent pas grand-chose de ses limites idéologiques internes qui ont fait que ce mouvement n'a pas su s'intéresser à la société telle qu'elle devenait.

En 1982, 1983, il y a eu des bagarres terribles à l'intérieur du MLF qui ont contribué à l'affaiblissement du féminisme. Psychépo avait déposé une propriété sur le label MLF. La maison d'édition *des femmes* était en sommeil, j'étais au chômage. Fin 1983, je suis allée aux États-Unis pour des raisons personnelles, et j'y suis restée. J'ai travaillé deux ans comme femme à tout faire pour des Françaises qui m'exploitaient complètement. Au bout de ces deux ans, je suis partie et j'ai fait en sorte de rentrer aux États-Unis de manière légale. Parce que j'étais illégale. Je vous passe toute une série de détails personnels.

En 1985, j'ai vécu au Mexique plusieurs mois à attendre que mon entrée aux USA soit régularisée. J'ai fait l'expérience du « passage de la frontière ». L'hystérie autour de la question de la frontière avec le « Sud », tracée par la frontière avec le Mexique, émergeait avec force aux États-Unis. Les guerres au Salvador, au Guatemala, au Honduras, poussaient des femmes et des hommes vers « El Norte ». J'ai observé *de visu* en quoi consiste le processus par lequel un État vous fait passer pour vous accepter. C'est un peu : « Mets-toi à genoux et embrasse nos pieds pour

¹³ Nawal el Saadawi, militante féministe égyptienne, écrivain et médecin psychiatre, est emprisonnée le 6 septembre 1981 au Caire après s'être opposée à la loi du parti unique édictée par Anwar El Sadat.

¹⁴ Collectif des femmes en lutte au Chili et Carmen Gloria Aguayo de Sota, *Chilenas*, Paris, éditions des femmes, 1982.

¹⁵ Collectif de rédaction de l'Almanach, *Femmes et Russie*, Paris, éditions des femmes, 1980 ; Collectif des femmes de Leningrad, *Des femmes russes*, Paris, éditions des femmes, 1980.

que nous t'acceptions. » C'est un processus qui vous met en dette. Un processus de petites et grandes humiliations, d'angoisse, de stress, d'inquiétude. Même moi qui étais citoyenne européenne, donc qui n'avais pas à repartir dans un pays en guerre si je n'étais pas acceptée, j'ai connu tout cela. Mais tout autour de moi, il y avait des hommes et des femmes qui n'avaient pas ce privilège d'être citoyenne d'un pays puissant. Je me souviens que nous avons été séparées des hommes pour les examens médicaux. Je bavardais avec ces femmes. Elles venaient du Salvador, du Honduras, du Guatemala, du Mexique, elles essayaient de fuir la misère et la guerre. Elles dormaient la nuit devant le consulat américain pour être là les premières, elles restaient des heures sous le soleil à attendre. L'examen médical a été une totale humiliation. On était à moitié nues, vêtues d'une petite robe en papier ouverte sur nos fesses, en rang devant un médecin homme qui nous auscultait les unes après les autres, tâtaït nos seins, regardait dans notre bouche. . .

Je vivais dans un petit village au sud de Tijuana. Je venais au consulat US à Tijuana pratiquement deux fois par semaine pour mes papiers. Je les ai finalement obtenus et je suis passée aux Etats-Unis, à San Diego où j'ai repris les études que je n'avais jamais faites, après avoir travaillé quelques mois comme femme de ménage dans une agence qui employait surtout des Mexicaines. À l'Université, je suis entrée en contact avec des personnes qui travaillaient sur la question de la frontière, de la *frontera*, et j'ai pris contact avec des artistes et des féministes *chicanas et latinas*. Parmi mes professeures, certaines sont devenues des amies pour la vie. J'avais choisi de faire deux B. A. en *Women's Studies* et *Political Science*, de les faire en deux ans – je n'avais plus vingt ans – et d'obtenir la plus haute distinction pour pouvoir postuler en doctorat dans une grande université. En 1989, j'ai été admise à l'Université de Berkeley. J'ai rejoint les luttes contre la guerre au Salvador et contre l'invasion du Panama. Je suis allée avec des amies féministes américaines faire

des enquêtes sur les violations des droits des femmes au Salvador et au Panama. Au Salvador, on a été arrêtées et jetées en prison. Là encore, expérience de la peur et de la solidarité. Les femmes qui nous avaient invitées se sont mobilisées tout de suite, elles risquaient bien plus que nous. À l'époque, San Francisco était au cœur de l'émergence des théories *queer* et des luttes contre le sida. Avec des amies que je m'étais faites, nous avons organisé une conférence annuelle féministe et transdisciplinaire à l'Université. Nous luttons contre l'effacement des différences que j'avais connu en France et pour l'analyse en intersection.

Quels ont été vos liens avec les féministes qui militaient à La Réunion ?

J'ai grandi avec des femmes de l'Union des femmes de La Réunion (UFR) puisque ma mère, Laurence Vergès, en a été l'une des dirigeantes¹⁶. J'ai donc bien connu ces militantes de la première génération, Isnelle Amelin, Odette Mofy, Bernadette Léger. . . Je suivais ma mère dans les bidonvilles, on y rencontrait les femmes qui travaillaient comme bonnes, comme lavandières, tout ce qui faisait que La Réunion tenait debout. Tout ce travail invisible, absolument invisible, jamais compté, tout ce fameux travail dit « domestique ». Puis, dans les années 70, j'ai connu la deuxième génération de militantes, celles que je voyais quand j'allais à La Réunion, celles avec qui je discutais. Ces militantes étaient plus offensives. Leurs discours ne se limitaient plus aux questions sociales, elles abordaient les questions liées à la sexualité.

Aujourd'hui, le discours sur les femmes battues occupe le terrain, mais c'est l'idéologie de la protection qui domine. Or, c'est une idéologie qui vous impose de vivre selon les règles dictées par votre protecteur. Ce n'est pas de l'autonomie. C'est le protecteur qui vous dit comment vous devez vivre, comment vous devez vous présenter. Si vous sortez de ce cadre, vous ne serez pas protégée. Si vous apparaissez comme une victime, vous serez protégé-

gée. Si vous sortez de là, vous ne le serez pas. Ensuite, on a l'impression qu'à La Réunion il n'y a que des femmes battues. Que font les femmes autrement que d'être battues? On ne sait pas. On ne sait plus ce que pensent les femmes à La Réunion. Elles sont contraintes de tenir le discours qu'on leur impose pour être entendues. Les Réunionnaises peuvent-elles parler¹⁷? Si elles adoptent ce vocabulaire, on les entendra. Si elles sortent de ce vocabulaire, on ne les entendra pas. Non seulement on ne les entendra pas, mais on les ignorera. Ça ne veut pas dire qu'elles ne parlent pas. Ça veut dire qu'on n'entend pas celles qui sortent du discours imposé.

Et aujourd'hui, comment voyez-vous le mouvement féministe?

Il y a des féminismes, mais quand on a dit ça, on n'a pas dit grand-chose. Sans parler d'un féminisme universel, y a-t-il des frontières? Par exemple, est-ce qu'une féministe *doit* soutenir les luttes des gays, lesbiennes et transsexuel·les quelle que soit la « culture » où elle vit? L'appel à la « tradition », que faut-il en penser quand on sait que la tradition n'existe pas en soi, qu'elle est configurée et reconfigurée? La religion et le féminisme? Classe et sexe, Nation et sexe, guerre et sexe, capitalisme et sexe... Il y a toute une bibliothèque sur ces questions, toute une réflexion des féministes africaines-américaines, sud-américaines, africaines, asiatiques à laquelle j'ai assisté et contribué quand je vivais aux États-Unis. Tout un décentrement d'un féminisme jusqu'ici associé à l'Occident.

Il y a de plus en plus d'échanges Sud-Sud, de plus en plus de relectures du religieux, des mouvements émancipateurs, de la sexualisation de la marchandise... Les mouvements des peuples autochtones posent de nouvelles questions sur la relation à la nature, à la communauté, à la terre. Les nouvelles formes de colonisation requièrent un nouvel effort de pensée: comment répondre aux nouvelles formes de démesure, de pillage, de spoliation?

Il faudrait sans doute aussi que les sciences humaines et sociales sachent mieux converser avec les sciences du vivant. Toutes ces découvertes en biologie sur l'environnement, sur le langage, sur l'évolution, comment les penser quand nous étudions les différences de sexe et de genre ?

En France, le mouvement féministe ne pourra pas faire l'économie de sa propre décolonisation, d'un retour sur une histoire complexe avec d'un côté des figures comme Louise Michel, qui prend le parti des Kanaks, et, de l'autre, des figures progressistes ou révolutionnaires qui se voient comme les guides de l'émancipation et qui parlent *pour* toutes les femmes. Renouveler l'écriture de cette histoire, en montrer les complexités, les écueils, les contradictions. Le féminisme a toujours été divers, et il l'est encore, mais sur la question de l'Empire il reste assez inaudible. Aujourd'hui, la présence de l'islam, des femmes immigrées, les nouvelles formes de racialisation du travail posent des questions urgentes.

À La Réunion et dans les autres territoires postcoloniaux de la République, je pense que le même processus doit être à l'œuvre. Y a-t-il un féminisme réunionnais ? Doit-il être une simple copie du féminisme français ou doit-il élaborer une pratique et une théorie qui tiennent compte du passé esclavagiste et colonial, de la pluralité de la population, de la situation de dépendance à la France ? Il y a eu de profondes mutations dans la société réunionnaise : depuis 1946, elle a été multipliée par trois ; le monde rural s'est effondré sous les coups de la réorganisation de l'industrie sucrière ; la société de consommation a transformé les manières de vivre, de recevoir et de se présenter ; les inégalités se sont creusées ; la société a ses « people », ses élections de Miss ; des liens se sont recréés avec les pays d'origine, mais l'université produit peu de théorie ; et il y a le côté « *île de tous les métissages* », qui d'une part décrit une réalité, pourrions-nous dire, mais, de l'autre, masque un racisme proprement réunionnais, celui du « sujet français » de la « colonie qui colonise ». Je proposerais, mais ce n'est qu'une proposition, je n'y suis

⁷⁶ La première organisation féministe naît à La Réunion en 1946 : c'est la section réunionnaise de l'Union des femmes françaises. Elle est animée par des communistes réunionnaises. Elle réclame l'abolition du régime colonial privant les Réunionnaises de leurs droits politiques et sociaux. En 1958, les militantes inscrivent l'autodétermination dans leurs objectifs et fondent l'Union des femmes de La Réunion.

⁷⁷ Référence à la question posée par Gayatri Chakravorty Spivak : « *Can the subaltern speak?* ». Voir la traduction de son essai : *Les subalternes peuvent-elles parler?* Paris, Amsterdam, 2009 [1988].

pas, une extrême attention aux paroles des femmes des classes les plus pauvres, moins de femmes « éclairées » qui sauraient mieux ce qui convient aux femmes. Une vraie relation avec les femmes malgâches, mauriciennes, africaines et indiennes, les femmes du monde indioocéanique, et finalement un peu plus de théorie.

Mais aucun processus d'émancipation ne se fera en vase clos. Il faut de la circulation, de la confrontation d'idées, accepter d'être remis en question, être assez humble. Ce n'est pas facile, comme ce n'est pas facile de reconnaître qu'on s'est laissé-e séduire par des idéologies de pouvoir et de maîtrise. Mais c'est libérateur, je peux vous le dire pour être passée par là.

Je pense qu'il faut mettre en théorie *et* en pratique le principe de déplacement, faire le pas de côté nécessaire pour ne pas s'enfoncer dans l'illusion d'une vérité révélée et établie quand il s'agit de faire avec des êtres humains, donc avec des êtres humains soumis à des contextes changeants et animés de passions et de sentiments. Le féminisme n'est, nulle part, une vérité révélée, mais un outil pour penser la situation des femmes, leur oppression et leur émancipation qui se fait et se fera en intersection avec d'autres luttes.

Entretien réalisé par Myriam Paris en janvier
2013

la revue
chez iXe :

Sommaire :

CSS#1 – 2015
féminismes noirs
« Les murs ren-
versés devien-
nent des
ponts. »

Introduction

Du côté obscur: féminismes noirs
— Keivan Djavadzadeh
& Myriam Paris

Rencontre

*Mettre en théorie et en pratique
le principe de déplacement*
— Françoise Vergès

Manifeste

*Être Noire et femme: un double
péril*
— Frances M. Beal

Traverse

Les hétérotopies du féminisme noir
— Elsa Dorlin & Myriam Paris

Bulletin d'adhésion

À retourner avec un chèque bancaire à :
Éditions iXe - 28, bd. du Nord
77520 Donnemarie-Dontilly

Nom :

Prénom :

Institution :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Tél :

email :

TARIFS: *(cocher)*

1 numéro 14€: CSS#...

Abonnement annuel (2 numéros) 26€



© Éditions iXe 2015
ISBN 979-10-90062-25-2
ISSN : en cours d'attribution
28, bd. du Nord –
77520 Donnemarie-Dontilly
www.editions-ixe.fr
<http://commentssensortir.org/>

CSS a reçu le soutien du Labtop
(UMR CRESPPA-CNRS/Paris 8)

Conception éditoriale & graphique :
CSS + iXe + Hélène Mourrier
Composé en : Bery Roman – Fugue



CSS#1 – 2015

la revue sur

<http://commentssortir.org>

Du côté obscur : féminismes noirs

Introduction

Du côté obscur: féminismes noirs

– Keivan Djavadzadeh & Myriam Paris

Rencontre

Mettre en théorie et en pratique

le principe de déplacement

– Françoise Vergès

Frictions

Vers une conscience radicale: la libération féministe mizrahie pour une pensée émancipée – Tal Dor

Visages noirs, sorcières et racisme contre les filles – Sharon Kinsella

La Doudou contre-attaque:

Féminisme noir, sexualisation

et doudouisme en question dans l'entre-deux-guerres – Jacqueline Couti

Femmes modernes Et de traditions musulmanes. Traduction de la modernité coloniale dans les rhétoriques des féministes anticolonialistes – Karima Ramdani

«Le jeu de qui?» Les politiques sexuelles aux Antilles françaises

– Vanessa Agard Jones

Féministes de tous les pays, qui lave vos chaussettes? – Sara Farris

Arsenal

Génération Audre Lorde; Autour du documentaire Audre Lorde. The Berlin years 1984 to 1992, Dagmar Schultz, Allemagne, 2012

– Noemi Michel & Eva Rodriguez

The Birth Of Chinese Feminism. Essential Texts in Transnational Theory, Lydia H. Liu, Rebecca E. Karl, Dorothy Ko, New York Columbia University Press, 2013 – Julie Abbou

Théories féministes et queers décoloniales: interventions Chicanas et Latinas états-uniennes, Les cahiers du CEDREF, éditions iXe, 2011 – Gianfranco Rebutini

Angela Davis, Blues Legacies and Black Feminism, New York, Vintage Books, 1999 – Keivan Djavadzadeh